



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-13: MERCREDI 20 AVRIL 2005

La réunion de haut niveau de la CDD-13 a commencé mercredi matin par des allocutions liminaires. Cela a été suivi par des discussions interactives et des déclarations sur la conversion des engagements politiques en action, sur la concrétisation des Objectifs de Développement du Début du Millénaire (ODM), relatifs à l'eau, à l'assainissement et les établissements humains, et sur l'impact des catastrophes naturelles sur l'eau, l'assainissement et les établissements humains. Les délégués ont également poursuivi la négociation du document révisé du Président, tenant des réunions officieuses parallèles dans la soirée.

LA REUNION DE HAUT NIVEAU

La réunion de haut niveau de la CDD-13 a commencé mercredi matin par des remarques liminaires. La Secrétaire Générale Adjointe de l'ONU, Louise Fréchette, a souligné que les trois questions thématiques traitées par la CDD-13 comptent parmi les plus fondamentales, ajoutant que les piliers du Développement Durable convergent dans le travail de la Commission, à un degré plus important que dans aucun autre organe international.

Les délégués ont regardé un enregistrement vidéo de la Lauréate du Prix Nobel, Wangari Maathai, s'adressant à la CDD-13. Elle y encourage l'action visant à placer l'environnement au centre de la gestion de la société, y affirme que les êtres humains ne sauraient survivre sans les autres espèces et y appelle à la recon- sidération de notre place dans le monde.

Le Président de la CDD-13, Ashe, a passé en revue les progrès accomplis dans le travail de la CDD-13, à ce jour, mettant en exergue les rapports reçus de la part des réunions intergouvernementales et autres groupes de discussions. Il a souligné son objectif consistant à parvenir à un document conclusif concis, qui serait concentré sur les livraisons et les actions devant être réalisées, sans redéfinir les concepts ou les principes convenus.

CONVERTIR LES ENGAGEMENTS POLITIQUES EN ACTION: Mercredi matin et après-midi, les ministres et autres officiels de haut rang, ont engagé des débats interactifs sur la question de la "Conversion des engagements politiques en action." Le Président Ashe a ouvert les discussions en soulignant que la tâche de la CDD-13 consistait à prendre des décisions politiques ouvrant sur des mesures et des options pratiques permettant d'accélérer la mise en œuvre dans les domaines de l'eau douce, de l'assainissement et des établissements humains. Le Président de la CDD-12, Børge Brende, Ministre Norvégien du Commerce et de l'Industrie, s'est également adressé à la session, mettant l'accent sur les problèmes importants rencontrés dans les domaines de l'eau douce, de l'assainissement et de l'habitat. Soulignant que l'année 2005 est une année cruciale pour les ODM, il a proposé une multiplication des efforts, et a indiqué que la CDD-13 devrait s'efforcer de rendre opérationnels les engagements internationaux.

Les participants ont mis en relief un large éventail de sujets pertinents, notamment: les suggestions concernant les produits particuliers de la CDD-13; la Réunion Plénière de Haut Niveau de l'Assemblée Générale de l'ONU (Session Évaluative du Début du Millénaire) prévue en septembre 2005; les politiques nationales, les accomplissements et les défis qui restent à relever; les ODM et le Plan de Mise en Œuvre de Johannesburg (PMÉJ); le financement, l'aide publique au développement (ODA) et les questions

relatives aux ressources financières; et, les rôles respectifs des gouvernements, des agences des Nations Unies, des autorités locales et autres acteurs clés.

L'UE a souligné la responsabilité de la CDD-13 dans l'établissement d'un précédent fort, pour les futurs cycles de la CDD, et a parlé de l'importance des thèmes actuels pour l'ensemble des ODM. Le G-77/CHINE s'est focalisé sur le besoin de ressources financières, appelant à l'annulation de la dette, à l'accroissement de l'APD, à l'accès marchés et à des ressources pour ONU-HABITAT et le HCNU. La REPUBLIQUE DE COREE a mis l'accent sur le rôle des gouvernements dans la création d'un environnement habilitant et sur l'importance de la fondation institutionnelle pour la facilitation et la mobilisation des ressources financières.

Le délégué d'ANTIGUA ET BARBUDA a mis en relief la vulnérabilité des petits Etats insulaires face aux ouragans, et a plaidé pour la mise en place d'un fonds de secours des Nations Unies pour les catastrophes. L'ALLEMAGNE a appelé à la transmission d'un message fort et clair à la Réunion Plénière de Haut Niveau de l'Assemblée Générale. Le délégué des PAYS-BAS a encouragé un accroissement important des investissements dans les secteurs de l'eau douce, de l'assainissement, de l'énergie durable; de l'habitat, du transport et de la gestion durable des ressources naturelles.

Précisant que son pays a pratiquement doublé le montant de son APD depuis l'année 2000, le délégué des ETATS-UNIS a rappelé le Consensus de Monterrey et le Compte des Défis du Début du Millénaire, et a fait l'éloge du travail politique de la CDD-13. L'ITALIE a parlé de l'Initiative de l'UE sur l'Eau Douce, des partenariats, du PMÉJ et du rôle des agences des Nations Unies. L'EGYPTE a souligné les besoins des pauvres, la valeur de la planification régionale et l'importance de l'aide financière et technique. Le LESOTHO a mis l'accent sur le micro-financement, le rôle des autorités locales, les besoins des PMA, et l'ONU-HABITAT.

La POLOGNE a souligné l'importance de la GIRE et, avec le KENYA, a souligné que la CDD-13 fournit une occasion pour la traduction des engagements politiques en action. Le DANEMARK a souligné l'importance de la veille et du suivi pour s'assurer de la mise en application. Le BANGLADESH a déclaré que les objectifs du PMÉJ sont faisables mais pas facilement atteignables et, avec l'AZERBAÏDJAN, a mis en exergue les questions des ressources aquatiques transfrontières. La SLOVAQUIE a fait état de la petite progression réalisée à ce jour dans la mise en place d'une approche intégrée dans le domaine de l'eau douce.

L'ISLANDE a parlé de l'éducation et de la promotion des femmes, et du Programme d'Action Mondial pour la Protection de l'Environnement Marin contre les Activités Terrestres (PAM). Le KENYA et le SENEGAL ont déclaré que les agences donatrices devraient harmoniser et simplifier les procédures.

L'AFRIQUE DU SUD a encouragé une action plus importantes dans les domaines de financement, de l'accès aux marchés, de l'investissement, de la technologie et de la bonne gouvernance, et a appelé à réduire de moitié le nombre d'habitants des taudis, d'ici 2020. Le VENEZUELA a partagé ses expériences dans le domaine de la promotion des habitants des taudis, et la SUEDE a attiré l'attention sur sa récente création d'un ministère chargé du développement durable et sur sa décision de relever, en 2006, les niveaux de l'APD à 1% du revenu national. La JAMAÏQUE a



appelé à une augmentation importante des ressources financières multilatérales et des capitaux privés. Le GHANA a encouragé l'accroissement de l'APD, le transfert des technologies et le renforcement des capacités, et la NAMIBIE a souligné le besoin d'un investissement à long terme, de la part des donateurs et du secteur privé.

L'ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE (OMM) a affirmé que les fonds du développement sont souvent détournés vers le traitement des effets des catastrophes naturelles, et a souligné que des systèmes d'alerte précoce, apporteraient un appui aux ODM. Le SAINT SIEGE a plaidé pour la mobilisation de ressources financières, pour l'implication de la population locale et pour la surveillance de la mise en œuvre. La FRANCE a suggéré d'utiliser les mécanismes de veille disponibles. Le PAKISTAN a encouragé la CDD à transmettre un petit nombre de recommandations "solides" à la Réunion Plénière de Haut Niveau de l'AG, soulignant l'importance des questions financières et recommandant l'adoption des traités ressources sur l'eau douce transfrontière. Le SIERRA LEONE a encouragé le soutien des sociétés en situation de post-conflit, et le CHILI a encouragé la participation des citoyens.

CONCRETISER LES ODM RELATIFS A L'EAU DOUCE, A L'ASSAINISSEMENT ET AUX ETABLISSEMENTS HUMAINS: Mercredi, en fin de matinée, le Président Ashe a ouvert un débat interactif, d'une heure, sur la réalisation des ODM. Dans un exposé vidéo, Jeffrey Sachs, Directeur du Projet des Nations Unies pour le Début du Millénaire, a indiqué que l'année 2005 est une année cruciale pour la détermination du sort des ODM. Il a encouragé les gouvernements, et en particulier les Etats-Unis, à honorer les engagements en matière d'APD, conformément au Consensus de Monterrey.

Le Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies, Robert Orr, a déclaré que le développement durable est au cœur de la Réunion Plénière de Haut Niveau de l'AG en septembre 2005, ajoutant que des efforts visant à vaincre la pauvreté seont vain si l'appauvrissement des ressources continuait sans répit. Stavros Dimas, Commissaire européen chargé de l'Environnement, a parlé des initiatives axées sur l'eau douce, notant que la souplesse et l'innovation sont essentielles. Expliquant que l'UE est bien sur la voie de la réalisation de son APD et des objectifs de Monterrey, il a déclaré qu'il serait sans doute opportun pour l'EU d'envisager de nouveaux engagements.

Le Président Ashe a ensuite donné la parole au parterre, pour les commentaires des délégations. Nombre de pays ont évoqué les questions de financement, et plusieurs autres ont parlé des mesures intérieures prises ou ont avancé des suggestions particulières relativement aux produits de la CDD-13.

S'agissant du financement, le G-77/CHINE a mis l'accent sur les problèmes causés par les contraintes fiscales et autres contraintes politiques et par le fardeau de la dette. L'UE a plaidé pour l'adoption d'une approche exhaustive dans le traitement des problèmes tels que ceux de la pauvreté, des modes non viables de consommation et de production, et des changements climatiques. L'AFRIQUE DU SUD a mis en relief les sérieux problèmes entravant le développement de l'Afrique et l'impératif d'honorer le Consensus de Monterrey. Notant que les investissements dans les domaines de l'eau et de l'assainissement peuvent produire de bons retours financiers, le ROYAUME-UNI a déclaré que les problèmes relatifs aux mécanismes de livraison, au financement et aux ressources, doivent être traités. La ZAMBIE a appelé à la fixation d'objectifs et de calendriers pour de nouvelles ressources financières, et la LIBYE a mis en exergue la nécessité d'une aide financière accrue et de la bonne gouvernance. Le KENYA a appelé à la mise en place de politiques exhaustives, accompagnées de moyens d'appui soutenus et prévisibles.

Au sujet des produits de la CDD-13, L'IRLANDE a encouragé la CDD-13 à apporter une contribution importante à la Réunion Plénière de Haut Niveau de l'AG. L'AUSTRALIE a souligné l'importance de la réussite des pourparlers du round de Doha sur le commerce international et a plaidé en faveur d'un profil plus élevé pour les partenariats pratiques, dans le processus de la CDD. La FINLANDE a suggéré que la CDD-13 traite des questions d'interconnexion, de suivi effectif, et des systèmes de veille.

La TANZANIE a souligné la nécessité d'impliquer les divers acteurs sociaux et de besoin de prendre en considération de la sécurité humaine et les effets des conflits. L'ARABIE SAOUDITE, le SALVADOR et d'autres pays ont donné un aperçu sur les mesures intérieures prises, et la CROATIE a mis en exergue le fardeau placé sur les autorités locales dans la fourniture de l'eau douce et de l'assainissement. La SUISSE a fait référence aux liens existant entre l'Objectif Sept des ODM (s'assurer de la durabilité de l'environnement) et les autres ODM.

L'IMPACT DES CATASTROPHES NATURELLES SUR L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET LES ETABLISSEMENTS HUMAINS—LES MESURES DE PREVENTION ET DE RESPONSE: Les délégués ont tenu une session sur les catastrophes et leur impact sur l'eau douce, l'assainissement et les établissements humains, mercredi en fin d'après-midi. Michel Jarraud, de l'OMM, a noté que la plupart des catastrophes naturelles sont météorologiques et qu'il exercent un impact particulier sur les PMA, citant à la fois la sécheresse et les changements climatiques, et a encouragé l'amélioration de la préparation, la conscientisation et la prise de mesures adaptatives. Salvano Briceño, de la Stratégie Internationale pour la Prévention des Catastrophes (SIPC), a parlé des effets du tsunami, a attiré l'attention sur le Cadre d'Action de Hyogo, et a noté que la prévention des catastrophes devrait être considérée comme étant un thème multisectoriel.

Le JAPON a souligné l'importance d'une infrastructure apte à résister aux catastrophes et, avec la SUEDE, a souligné le rôle des communautés locales dans la réponse aux catastrophes. Le LUXEMBOURG a parlé de la vulnérabilité des pauvres, de la prévention des risques, de la prévention et de la préparation, et, avec d'autres, a souligné l'importance de la GIRE. Le CAMBODGE a attiré l'attention sur les défis posés à ses ressources en eau. Le BANGLADESH et d'autres ont déclaré que les catastrophes naturelles sont une entrave pour le développement.

Plusieurs ministres ont parlé du récent tsunami et de l'importance des systèmes d'alerte précoce, et l'INDONESIE a exprimé sa gratitude, et a précisé que les principaux systèmes infrastructurels, frappés par le tsunami, étaient ses installations d'eau, d'assainissement et d'établissement humains. Le PAKISTAN et le BANGLADESH ont souligné le rôle des technologies appropriées et du transfert des technologies. La CE a qualifié le développement durable de meilleure prévention contre les effets des catastrophes. La SUEDE a souligné le rôle de la gestion des littoraux dans la prévention des catastrophes et, avec la SUISSE, a précisé que la reconstruction doit avoir le développement durable parmi ses objectifs. La HONGRIE, la SUISSE et le PORTUGAL ont noté que les catastrophes naturelles sont souvent liées aux activités humaines et aux pratiques non viables utilisées. Le SENEGAL, la SUISSE, le PORTUGAL et d'autres, ont évoqué les effets défavorables des changements climatiques.

LES NEGOCIATIONS AUTOUR DU TEXTE REVISE DU PRESIDENT

Les négociations officieuses des groupes restreints autour du texte révisé du Président, ont repris mercredi soir, les délégués utilisant une version mise à jour du texte. Deux groupes se sont réunis—l'un traitant du préambule et des chapitres non thématiques, l'autre, des questions thématiques de la CDD-13. Quelques progrès ont été rapportés, mais aucune résolution finale n'a été atteinte, depuis mercredi, 21h30.

LE PREAMBULE ET LES CHAPITRES NON THEMATIQUES: Dans la session parallèle consacrée au préambule et aux chapitres non thématiques, les délégués ont terminé la première lecture du texte, et se sont accordés sur de nombreux paragraphes, mais ont rencontré quelques difficultés sur d'autres, tels que le libellé portant sur le suivi des activités ayant trait aux PEID.

LES QUESTIONS THEMATIQUES: Dans la session parallèle consacrée aux questions thématiques, les délégués ont commencé à travailler sur le chapitre portant sur l'eau douce, s'accordant sur plusieurs paragraphes.

DANS LES COULOIRS

La première journée de la réunion de haut niveau s'approchant de sa fin, mercredi soir, plusieurs orateurs ont émis des réflexions sur l'importance de la mise en présence d'un nombre aussi important de ministres et autres représentants de haut rang. Certains observateurs ont semblé peu enthousiastes à l'égard des discussions et des déclarations officielles, et quelques uns se sont déclarés inquiets de la situation du processus de la CSD, en général, suggérant que la session a manqué de "dynamique." D'autres, étaient plus optimistes et ont argué que les échanges d'expériences des ministres et les enseignements tirés, se sont avérés utiles. Plusieurs délégués ont également attiré l'attention sur les avantages considérables découlant des discussions bilatérales et des discussions de groupes restreints qui ont lieu dans les couloirs entre les représentants officiels des pays et les divers acteurs sociaux.

Dans les négociations, le sentiment prévalent, mercredi 21h, était que des progrès "lents mais fermes" étaient en train de se réaliser, bien que certains aient déclaré craindre que le nombre de points polémiques, en particulier, dans le chapitre non thématiques, pouvaient retarder l'accord final.